
Étude participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest et leur impact sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales

**par
Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN)**

Inter Pares

Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC)

Rapport technique final

31 mars 2015

Publié par Inter Pares, COPAGEN, et le REDTAC
Ottawa

Projet: #106638-001

Titre du projet : Étude participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest et leur impact sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales

Pays où le projet a été exécuté : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo

COPAGEN

c/o Inades-Formation International, Rue C13 Brooker Washington
08 BP 8 Abidjan 08 Côte d'Ivoire - Tél. (225) 22 40 02 16
Fax (225) 22 40 02 30 - Courriel : ifsiege@inadesfo.net – <http://www.inadesfo.org>

Inter Pares

221 Avenue Laurier Est, Ottawa ON K1N 6P1
(613) 563-4801
Courriel : echaurette@interpares.ca

REDTAC

Centre d'études et recherches internationales de l'Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. Centre-ville, Montréal, Qc. H3C 3J7
Tel : 514-343-6074 - Courriel : dominique.caouette@umontreal.ca

Ce rapport est présenté tel qu'il a été reçu des bénéficiaires de la subvention accordée pour le projet. Il n'a pas fait l'objet d'un examen par les pairs ni d'autres formes de révision.

Le présent document est utilisé avec la permission de la COPAGEN, Inter Pares, et du REDTAC

Copyright, 2015, COPAGEN, Inter Pares, REDTAC

Abrégé

Ce projet de recherche contribue à une meilleure compréhension de l'ampleur des acquisitions de terres en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo), ainsi que de son impact sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations locales. Une démarche participative de recherche a associé des représentants des communautés locales comme co-chercheurs. La recherche a recensé 2 313 411 hectares de terres acquises dans la région d'étude par des étrangers mais aussi par des nationaux. Des études approfondies menées en Côte d'Ivoire, Guinée et Guinée-Bissau démontrent que les impacts des acquisitions massives des terres se sont avérés négatifs, tant sur le plan de l'accès à la terre pour la production de subsistance, que de la disponibilité des aliments sur les marchés locaux, conséquence d'une production orientée plutôt vers l'exportation par les acquéreurs des terres. Les études d'impact révèlent aussi la complicité des entreprises avec l'État et souvent des autorités locales dans ces transactions, sans consultation préalable avec les populations locales, directement concernées par les acquisitions. La mise en place de comités de veilles alliés à des réseaux nationaux et régionaux s'avère une piste prometteuse pour prévenir les accaparements des terres.

Mots clés : acquisitions, domaine foncier, accaparement, terre, agriculture, sécurité alimentaire, Afrique de l'Ouest.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
1. Problème ayant fait l'objet de la recherche	3
2. Objectifs	4
3. Méthodologie	7
4. Activités	10
5. Extrants	14
6. Incidences	16
7. Appréciation d'ensemble et recommandations	18

1. Le problème

Le phénomène des acquisitions massives de terres agricoles est récemment apparu au-devant de la scène mondiale. On établit généralement sa genèse à la crise alimentaire de 2008 qui a frappé le monde de plein fouet et qui a accru le nombre de personnes vivant dans un état permanent d'insécurité alimentaire. Cette crise alimentaire a sérieusement bousculé la confiance des pays dépendant du marché international pour nourrir leurs populations. Elle a poussé un grand nombre d'États, notamment les mieux nantis, à acquérir de plus en plus de terres dans les pays du Sud. Dans un premier temps, ces terres ont été consacrées à la production de denrées alimentaires comme le riz ou le blé, dont les prix avaient doublé, voire triplé, sur le marché mondial. À ces cultures s'ajoutent progressivement celles des agro-carburants.

Face à l'ampleur du phénomène des acquisitions massives des terres, certains activistes parlent même d'«accaparement» des terres agricoles (Borras et Franco, 2010). D'ailleurs, la problématique de l'acquisition massive des terres a été débattue au Sommet du G8 à L'Aquila en 2008. En 2010, vu l'ampleur et l'impact du phénomène, la Banque Mondiale, la FAO et le FIDA ont publié un document sur les «Principes de base pour des investissements responsables respectueux des droits, des moyens de subsistance et des ressources», tentant d'assurer un certain encadrement du phénomène. En 2012, la FAO est allée plus loin avec la publication des «Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale». Devant ces constats et discussions réalisées à l'international, une question se pose toujours : Quel impact les acquisitions massives de terres ont-elles sur les efforts de réduction de la pauvreté dans les pays du Sud et sur la sécurité alimentaire des populations de ces pays ?

Certains considèrent ce phénomène comme une opportunité pour rompre avec une longue tradition de sous-investissement dans l'agriculture. Ils estiment que la présence massive des acquéreurs, et surtout des investisseurs dans les pays où les terres sont abondantes, permettra à ces pays d'accéder à une meilleure technologie et de créer des emplois pour les agriculteurs pauvres et la population rurale plus généralement. D'autres pensent, au contraire, que dans un environnement où la capacité de l'État est faible, où les droits de propriété sont mal définis et où les institutions responsables de la réglementation foncière et de son application manquent cruellement de ressources, l'empressement à attirer des investisseurs risque d'aboutir à des projets sans bénéfices réels. Ces investissements pourraient même avoir des effets négatifs sur le plan social, financier ou technique. Bénéficiant à une minorité, ils pourraient causer, dans leur sillage, un accroissement des inégalités. Ils pourraient aussi résulter en une dégradation des ressources naturelles et une perte de souveraineté territoriale.

Face au phénomène grandissant de l'acquisition massive de terres, certains pays ont développé des politiques et se sont munis de nouvelles lois afin d'assurer un plus grand contrôle sur leurs terres arables. C'est le cas notamment de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Argentine et de l'Uruguay. Paradoxalement, en Afrique subsaharienne, la région du monde qui est la plus touchée par cette vague d'acquisition des terres, les discussions se font attendre. En effet, près de 75% de ces acquisitions se concentrent dans cette région. Pourtant, les gouvernements prennent très peu d'initiatives pour élaborer des stratégies, des politiques, des législations et des programmes visant à encadrer le phénomène.

Considérant la quasi-inexistence de débats en Afrique de l'Ouest sur cette problématique et l'état actuel de la littérature sur le sujet, la présente recherche s'inscrit parmi les actions et initiatives militantes des organisations de la société civile afin d'analyser la question en profondeur. Elle vise à susciter un débat inclusif et populaire autour de ce sujet qui est d'un enjeu crucial pour l'avenir des pays de la région, l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales.

2. Objectifs et degré d'atteinte

Le projet vise à contribuer à une meilleure compréhension de l'ampleur des acquisitions de terres en Afrique de l'Ouest, ainsi que de son impact sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations locales. Une démarche participative de recherche veut permettre aux associations paysannes et aux communautés affectées d'élaborer des pistes d'interventions pour un meilleur encadrement des acquisitions de terres afin de mieux assurer le respect des droits des communautés et leur sécurité alimentaire.

Atteinte des objectifs

1. Comprendre et définir l'ampleur actuelle des acquisitions massives des terres dans les pays de l'Afrique de l'Ouest :

Grâce à la première phase inventaire, nous avons pu recenser 2 313 411 hectares de terres acquises dans la région d'étude (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo). Nous estimons que le nombre d'hectares est fort probablement plus élevé compte-tenu du fait que l'inventaire réalisé dans le cadre de cette étude est non-exhaustif et que la tendance se maintient avec de nouvelles acquisitions presque quotidiennement.

2. Documenter et évaluer les impacts des acquisitions massives de terres sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existences des populations locales ;

Grâce aux études de cas approfondies (dites, études d'impacts), nous avons pu étudier les impacts des acquisitions sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existences des populations locales. Ceux-ci se sont avérés généralement négatifs, tant sur le plan environnemental, de l'accès à la terre par les communautés locales pour la production de subsistance (l'autosuffisance alimentaire), que de l'accès à des aliments dans les marchés locaux, qui ont disparus avec l'avènement d'une production locale orientée plutôt vers l'exportation.

3. Identifier et comprendre les acteurs derrière et les mécanismes à l'œuvre, facilitant l'acquisition massive des terres ;

Ce qui ressort dans les études d'impact c'est la complicité des entreprises avec l'État et souvent des autorités locales dans ces transactions, mais sans consultation préalable avec les populations locales, directement concernées par les acquisitions. Ceci était le cas peu importe le type d'acquisition (que ce soit pour la production du riz, du développement minier, touristique, ou de palmier à huile).

4. Former des observatoires communautaires et citoyens (comités de veille) sur les transactions d'acquisition/cession massive des terres en cours et futures afin d'assurer le respect des droits des communautés, le droit à l'alimentation et servir de système d'alerte au plan national et international;

Ceci est en cours de route : au Sénégal, le Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal (CRAFS) est très bien implanté et agit comme comité de veille sur les acquisitions. Les renseignements sont recueillis et partagés parmi les membres de ce réseau et leur mobilisations ont fait arrêter plusieurs tentatives d'accaparements grâce à une mobilisation de la société civile. La COPAGEN espère appuyer la création de réseaux similaires dans les autres pays en se fiant à l'expérience du Sénégal. En Côte d'Ivoire, une réunion d'experts sur les enjeux fonciers s'est tenue et une nouvelle plateforme de vigilance *Alerte Foncier* a été constituée. Toujours en Côte d'Ivoire, des comités de veille ont été constitués dans les villes de Hiré et Aboisso, deux zones couvertes dans les études d'impacts. Le court métrage *Fièvre verte*, ainsi que du livre *Touche pas à ma terre, c'est ma vie* serviront d'outils importants de conscientisation et de mobilisation des communautés vivant dans des zones convoitées par les acquisitions.

5. Informer et sensibiliser l'opinion publique quant aux conséquences des acquisitions massives des terres, à travers des publications, l'organisation de séminaires et d'ateliers d'information, de sensibilisation et de formation à l'attention du public et des décideurs ;

Du 30 mars au 5 avril 2014, une délégation composée de représentants de la COPAGEN, d'Inter Pares et du REDTAC, a rencontré des agriculteurs et producteurs québécois et canadiens, des étudiants et chercheurs universitaires, des représentants des diverses ONG, des militants/es, et des décideurs politiques dans le cadre de la tournée: «À qui la terre? À nous la terre!» qui s'est rendue à Ripon, Saint- Armand, Montréal et Ottawa. Au cours de cette tournée, la délégation a convié divers groupes pour partager les résultats de l'étude et pour sensibiliser le public aux questions qu'elle soulève. Ces rencontres ont aussi servi de tremplin pour le lancement du court-métrage *Fièvre verte*, un film qui met en lumière les effets des acquisitions telles que ressentis par les communautés locales.

La tournée *À qui la terre ? À nous la terre !* en cinq jours :

- | | |
|-----------------------|---|
| 31 mars | Partage d'expériences de développement local, d'agriculture et de mise en marché des produits locaux avec des membres du Marché de solidarité régional de l'Outaouais, Ripon. |
| 1 ^{er} avril | Rencontre avec Jean-Martin Fortier (auteur du Jardinier Maraîcher) et Maude-Hélène Desroches à la ferme Les Jardins de la Grelinette, Saint-Armand.

Table-ronde avec des chercheurs/es à l'Université de Montréal. |
| 2 avril | Réflexion collective avec des ONG, Montréal |
| 3 avril | Rencontre avec l'équipe d'Inter Pares et de membres du Conseil d'administration |

4 avril Table ronde et dîner causerie au CRDI

Participation au colloque « *Imaginer des systèmes agro-alimentaires justes et durables: Acteurs, principes et approches* » organisé par le Laboratoire d'études interdisciplinaires sur l'alimentation (LEILA), Université d'Ottawa.

Dans chacun des événements de la tournée, la délégation a rencontré des gens intéressés par l'aspect du genre dans la recherche, le sort des jeunes et le rôle de l'État. Mais dans une plus grande mesure, les personnes rencontrées ont surtout été intéressées par l'action des comités de veille, les exemples de résistance, et les pistes de mobilisation locales et au Canada.

Du 1^{er} au 6 mars 2015, le REDTAC, Inter Pares et COPAGEN ont organisé un deuxième événement pour partager les résultats de la recherche : le lancement du livre *Touche pas à ma terre, c'est ma vie* coorganisé par Inter Pares, REDTAC, COPAGEN, CIRDIS et REINVENTERRA, à l'UQÀM. Tout au long de ce projet, les chercheurs et membres du comité de recherche ont aussi partagé les résultats de recherche dans divers milieux académiques et populaires (voir extraits).

En Afrique plusieurs espaces de débat populaire sur la question d'acquisitions massives des terres ont été organisés en exploitant les résultats de la recherche pour lancer les discussions. Il s'agit principalement de :

- Conférence publique tenue à Abidjan en février 2013 à la conclusion de la phase inventaire de l'étude qui a rassemblé environ 150 personnes, beaucoup issues du milieu académique, politique, des ONG et des professionnelles du développement. Nous avons aussi compté sur la participation de la responsable de la FAO pour la Côte d'Ivoire, d'un ancien ministre de l'agriculture de la Côte d'Ivoire, ainsi que de l'Ambassadrice du Canada en Côte d'Ivoire.
- Forums annuels de la COPAGEN (2013 à Dakar et 2014 à Abidjan)
- Organisation par la COPAGEN d'un atelier sur l'impact des acquisitions massives des terres en Afrique au cours du Forum Social Mondial en fin mars à Tunis.
- 6. Contribuer aux débats sur les directives volontaires sur la gestion responsable des terres et des ressources naturelles et autres cadres de réglementations par la publication des résultats des études et la participation à des ateliers nationaux et internationaux.

Grâce à la qualité d'images et de témoignages recueillis par nos chercheurs associés au REDTAC, nous avons pu réaliser un court-métrage qui évoque bien la genèse des acquisitions et ses multiples impacts sur les communautés. Nous avons « testé la vidéo » lors de la tournée À qui la terre ? À nous la terre, et avons reçu des impressions très favorables quant à la qualité du documentaire et aussi quant à son utilité pour stimuler des discussions et débats. Cet outil sera largement diffusé dans les communautés en Afrique de l'Ouest. Nous sommes aussi à traduire le

documentaire à l'anglais pour qu'il soit accessible aux autres réseaux et organisations confrontées aux acquisitions des terres dans d'autres régions du monde.

Maintenant que nous avons une recherche empirique de réalisée, la prochaine étape est d'utiliser ses données pour jeter les assises de campagnes de plaidoyer pour influencer les politiques en matières de sécurité alimentaire, développement agricole et questions foncières. Les espaces d'influences sont multiples : le MCS au Comité mondial sur l'alimentation, au niveau sous régional (espace UMOA), mais aussi au niveau national où la COPAGEN portera un plaidoyer sur ces questions pour les années à venir. Le pont avec le Canada sera aussi fait puisque notre politique étrangère peut jouer un rôle déterminant dans l'accélération ou le ralentissement du phénomène des acquisitions des terres.

La question du genre

Une faiblesse remarquée à la suite de notre atelier de lancement en juin 2012 était la question du genre. Les acquisitions des terres ont un impact différent selon le sexe. Nous avons souligné cette question lors de l'atelier de lancement mais malgré cela, cette question n'a pas été suffisamment traitée lors de la première phase des inventaires. Ainsi, pour nous assurer de bien y répondre, nous avons obtenu un appui additionnel de la New Field Foundation. L'attention particulière portée à la question du genre a rendu possible la collecte de données qui ont permis à établir un constat clair sur les impacts différenciés des accaparements et particulièrement, comment ceux-ci affectent les femmes. Les témoignages recueillis dans le court métrage *La fièvre verte* sont aussi éloquentes à cet égard.

3. Méthodologie

Pour contribuer à une meilleure compréhension du phénomène de l'acquisition massive des terres, tel qu'il est vécu en Afrique de l'Ouest, et pour bien évaluer son ampleur et son impact sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations locales, cette recherche a été articulée autour des quatre axes suivants :

- une évaluation de la nature et de l'ampleur des acquisitions massives de terres en Afrique de l'Ouest, plus spécifiquement dans neuf pays de cette région : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Cet axe comprend également une analyse des principaux acteurs impliqués dans ces transactions; leurs origines et statuts juridiques, leurs motivations, leurs stratégies d'acquisition/cession des terres et leurs différentes perceptions du phénomène;
- une analyse de la manière dont les terres sont utilisées avant et après leur acquisition ;
- une étude de la participation des populations aux négociations pour la cession et la mise en valeur de leurs terres, au niveau de mise en œuvre des accords résultant de ces consultations et de satisfaction des populations ;
- une analyse de l'impact des transactions foncières massives sur la sécurité alimentaire locale et nationale ; de l'impact environnemental des

investissements réalisés ; des impacts économiques et sociaux du phénomène, du respect des réglementations locales de gestion foncière.

Cette recherche a été un processus endogène, participatif et désagrégé. Endogène, parce qu'intimement lié aux préoccupations des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest et, en particulier, des organisations paysannes qui luttent pour la souveraineté alimentaire et les droits des communautés locales. Participatif, parce que conduit par une diversité d'acteurs au niveau national. Ceux-ci, mais surtout les populations à la base, ont contribué en tant que co-chercheurs. Cette participation a été basée sur le partage des résultats au niveau régional et sur un partenariat tripartite entre les organisations canadiennes, africaines et les communautés en Afrique de l'Ouest. Désagrégé, pour prendre en compte la dimension genre, c'est-à-dire, pour savoir comment ces transactions foncières affectent de façon spécifique les hommes, les femmes et les jeunes. Comment chacun de ces groupes ressent et vit la situation et pour mieux appréhender les inégalités dans la façon dont le phénomène affecte chacun de ces groupes.

Cette recherche d'une durée de trois ans, se caractérise également par son ampleur. Elle a été menée en deux phases principales. La première s'est déroulée dans les neuf pays cités plus haut. La seconde phase a consisté à approfondir les recherches en examinant les impacts du phénomène dans trois de ces pays, soit la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Guinée-Bissau.

Étapes de la méthodologie

Une revue de la littérature (réalisée entre juin 2012 et janvier 2013) : Avant même d'effectuer la recherche terrain, une revue de la littérature sur la question des acquisitions massives de terre dans le monde, et en particulier, en Afrique de l'Ouest a permis de mieux situer le projet de recherche. La revue de littérature a démontré que bien qu'il y avait une panoplie d'études sur les risques des accaparements des terres, l'expérience vécue par les communautés était manquante aux recherches existantes. Cette revue de la littérature a aussi permis d'élaborer des guides d'entretien pour la collecte des informations sur le terrain.

Une étude inventaire sur le terrain (réalisée entre juin 2012 et mai 2013): cette étude s'est déroulée en deux temps ; le recensement général des cas récents d'acquisitions/ cessions de terres et une analyse plus approfondie des cas significatifs retenus. Le recensement préliminaire a consisté à identifier les cas d'acquisition pouvant faire l'objet de l'étude inventaire. Chaque équipe de chercheurs a recensé tous les cas portés à sa connaissance sur toute l'étendue de sa zone de recherche. L'analyse approfondie a permis, dans un premier temps, de faire un inventaire au cas par cas des expériences recensées. Les cas à approfondir ont été sélectionnés à partir de trois critères principaux: l'année de cession ou d'acquisition de la terre en question, la surface concernée et le retentissement de la transaction dans le milieu. Les cas sélectionnés couvrent la période comprise entre 2000 et 2012 pour des surfaces significatives, selon le pays.

Une étude d'impact dans trois pays (réalisée entre juin 2013 à novembre 2013) : le choix des cas d'étude s'est donc porté sur la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Guinée-Bissau où aucune étude du phénomène n'avait encore été réalisée, et ce, contrairement au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso. Ce choix a également été dicté par le souci de capter la diversité des objets d'acquisition massive des terres observées dans la phase inventaire de la recherche; production de biocarburant

(jatropha en Guinée); production de cultures de rente (riz en Guinée-Bissau); exploitation minière (or en Côte d'Ivoire); et, complexe agro-industriel et plantation de palmeraie (production et transformation de l'huile de palme en Côte d'Ivoire).

Fidèle à l'orientation participative de la recherche, la phase étude d'impact a été lancée, en organisant un atelier régional pour élaborer la méthodologie d'étude et regroupant les différentes parties prenantes, à savoir, l'équipe de pilotage, les chercheurs principaux, les chercheurs nationaux et des chercheurs de l'Université de Montréal. Partant des leçons apprises au cours de la phase inventaire, l'atelier a permis d'approfondir les questions de recherche, les outils et les démarches de collecte et de synthèse des données. L'approche de documentation audiovisuelle a également été discutée et validée. Ensuite, des ateliers nationaux ou locaux de lancement de l'étude d'impact ont été organisés dans les trois pays et ont regroupé les représentants des communautés locales (localités des cas d'acquisitions massives devant faire l'objet d'étude) et les autres acteurs intéressés par la question des acquisitions massives des terres (organisations de la société civile, représentants des structures étatiques, centres de recherche nationaux, etc.). Ces ateliers ont servi de cadre pour une appropriation collective du projet et surtout pour bien cerner les objectifs de la phase d'étude d'impact, les questions et la méthodologie de l'étude.

Pour la collecte active des données sur le terrain, les équipes de recherche se sont installées dans les communautés concernées. Ces équipes ont été assistées par des paysans chercheurs issus de ces communautés. Cette phase terrain s'est échelonnée sur une période allant jusqu'à 5 mois. La démarche méthodologique, adoptée tout au long du processus s'est parfois heurtée à quelques difficultés majeures (notamment pendant la collecte des informations); impossibilité d'avoir des interlocuteurs crédibles dans certaines zones, réticence à donner la bonne information compte tenu des risques encourus, et situation de crise dans certains pays qui a matériellement rendu difficile la collecte des données. Les limites budgétaires ont également contraint les chercheurs à restreindre les zones d'étude dans certains pays ou à supprimer quelques ateliers de restitution au niveau local.

Une approche stratégique de collaboration et de recherche-action

Les populations locales ont été largement représentées dans les équipes d'enquêteurs. Elles ont été les premières destinataires des résultats des enquêtes. Les ateliers locaux de restitution, organisés par zone, ont permis de valider les informations collectées, de recueillir des témoignages additionnels et les appréciations de ces populations. Ces ateliers ont également été des espaces d'éveil de conscience et de formation pour les populations locales.

Une large diffusion des résultats de la recherche

Afin de donner une valeur ajoutée à la recherche et d'assurer un large écho à la réalité des acquisitions/cessions massives des terres agricoles en Afrique de l'Ouest, une place de choix a été réservée à la documentation audiovisuelle. Au cours des études d'impact, l'accent a été mis, à cet effet, sur les enregistrements audio et vidéo, les prises de vue, le recueil des témoignages des populations, des autorités et d'autres acteurs. Ces témoignages ont ensuite été repris dans la vidéo documentaire *Fièvre verte*. Les résultats des différentes études ont aussi été diffusés et discutés dans des ateliers et des séminaires nationaux, régionaux et internationaux. Ces rencontres ont également permis de sensibiliser l'opinion publique et susciter un

débat autour de la question des acquisitions massives des terres en Afrique. Le livre *Touche pas à ma terre, c'est ma vie*, issu de cette recherche est également un moyen pour sensibiliser et informer un large public sur la façon dont cette question se pose en Afrique de l'Ouest. C'est un instrument et un canal pour interpeler ce public, notamment les décideurs, sur les constats, les questionnements et les perspectives que la recherche a mis en évidence. Il pourra aussi servir comme source documentaire afin d'alimenter les plaidoyers et toute autre action que les communautés locales voudront entreprendre.

4. Calendrier d'activités

	Activités
2012	<p>Juin 2012 – décembre 2012</p> <ul style="list-style-type: none"> • Juin : Atelier régional de lancement du projet de recherche et de développement de la méthodologie de recherche pour la première phase du projet : inventaires. • Ateliers nationaux de lancement de l'étude (avec formation méthodologique des équipes de chercheurs nationaux) dans les neuf pays concernés. • Études exploratoires (inventaires) sont menées dans neuf pays • Ateliers locaux de restitution (par zone de collecte), pour valider les informations collectées, et pour créer des espaces d'information et de formation sur l'ampleur du phénomène et opportunités de recueillir des idées des paysans sur les actions potentielles à entreprendre, face au phénomène.
2013	<p>Janvier – Février 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> • Atelier régional de restitution des résultats de l'étude inventaire tenu à Abidjan du 12 au 15 février 2013. L'atelier a regroupé les chercheurs principaux, les membres du Groupe de coordination régional, les points focaux nationaux, les partenaires canadiens (deux chercheuses du REDTAC et Inter Pares), deux représentants de la Fondation New Field et Mme Joan Baxter, conseillère en communications. • Choix de 3 pays pour la deuxième phase du projet : les études d'impact. <p>Mars –Mai 2013</p> <ul style="list-style-type: none"> • Affinement et finalisation du travail de l'étape inventaire, prenant en compte les conclusions de l'atelier de restitution : <ul style="list-style-type: none"> ○ Harmonisation de la présentation des rapports de l'étude inventaire par pays ○ Constitution d'une base de données régionale ○ Rédaction d'un rapport de synthèse globale des résultats de l'inventaire ○ Finalisation du site web du projet, les capsules vidéos, et fiches pays ○ Finalisation de la bibliographie commentée. ○ Organisation de conférences au Canada

	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement des études d'impacts dans trois pays (Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire) <ul style="list-style-type: none"> ○ Elaboration du document de cadrage de l'étude d'impact ○ Constitution des équipes de recherche ○ Organisation d'un mini-atelier régional pour l'harmonisation de la méthodologie d'étude ○ Recrutement des stagiaires du REDTAC <p>Juin – décembre 2013</p> <p>Phase terrain des études d'impacts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accueil des stagiaires REDTAC • Collecte et analyse des données terrain • Documentation vidéo (témoignages recueillis des communautés) • Organisation du Forum régional de la COPAGEN (présentation et validation des résultats des études d'impacts (28 octobre au 2 novembre, 2013 à Dakar, Sénégal). • Préparation de la tournée au Canada
2014	<p>Janvier – décembre 2014</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 mars au 5 avril : Tournée <i>À qui la terre ? À nous la terre !</i> au Canada et lancement du documentaire <i>Fièvre verte au Canada</i>. • Rédaction du livre synthèse « Touche pas à ma terre, c'est ma vie » • Présentation de la recherche lors de la Conférence Feeding Cities, Ryerson, Toronto. • Décembre : Conférences publique lors du Forum COPAGEN et lancement africain de la vidéo <i>Fièvre verte</i>
2015	<p>Janvier –mars 2015</p> <ul style="list-style-type: none"> • Restitution des résultats de recherche approfondie dans les pays membres de la COPAGEN • Ateliers de lancement des comités de veille en Côte d'Ivoire • Publication et dissémination de la recherche (blogues, journaux, vidéo, site Internet) • Mars: Lancement du livre synthèse « Touche pas à ma terre, c'est ma vie » à l'UQÀM, Montréal. • Évaluation du projet de recherche-action (COPAGEN, REDTAC, Inter Pares), identification de nouvelles pistes de collaboration • Soumission du rapport final financier et narratif.

Mise en œuvre et gestion des activités du projet

La gestion globale du projet a été assumée par un comité de pilotage composé d'Inter Pares (répondant, coordination), la COPAGEN (porteur de l'activité sur le terrain) et le REDTAC (mise à disposition et encadrement des étudiants-chercheurs de l'Université de Montréal). Le CRDI a joué aussi un rôle de coaching, participant à des réunions critiques de cadrage de la recherche et des échanges Skype, sur le suivi actif de la mise en œuvre. New Field Foundation a participé aussi aux ateliers de cadrage technique de la recherche et a joué un rôle de coaching en matière de prise en compte de la dimension genre dans la recherche.

Phase 1. Inventaire

La phase d'inventaire a mobilisé trois chercheurs principaux qui chacun avait en charge le pilotage de la recherche dans trois pays. Dans chacun des pays, trois co-chercheurs en moyenne par pays ont été mobilisés pour la collecte des données sur le terrain, avec l'appui des paysans ressources et des agents de développement des institutions partenaires de la COPAGEN. Le travail terrain dans chaque pays a été coordonné par le point focal national de la COPAGEN. Deux étudiantes-chercheuses canadiennes ont aussi contribué aux travaux de recherche, spécifiquement en ce qui concerne la revue de la littérature et la conception des outils web pour la publication progressive des résultats de la recherche.

La méthodologie prévue pour la première phase de la recherche, dédiée à l'inventaire des acquisitions massives des terres, a été modifiée de concert. Ainsi, il a été jugé nécessaire d'organiser un atelier régional de lancement de l'étude, pour permettre l'appropriation collective du projet par les principaux acteurs, chargés de la mise en œuvre du projet. Cet atelier a réuni les chercheurs principaux, le point focal régional de la COPAGEN, Inter Pares, le REDTAC et le CRDI. Les résultats des échanges et réflexions au cours de cet atelier ont conduit, entre autres, à la révision de la méthodologie de l'étude inventaire pour renforcer la participation des bénéficiaires et d'autres acteurs concernées par la question des acquisitions massive des terres. Les activités et le budget de départ ont été ajustés en conséquence. Nous avons principalement introduit les nouvelles activités suivantes :

- un atelier de lancement de la recherche au niveau régional;
- neuf ateliers nationaux de lancement de la recherche et de formation des chercheurs nationaux. Les bénéficiaires directs (les populations à la base) et les autres acteurs intéressés par la question d'acquisition massive des terres (organisations de la société civile, représentants des structures étatiques, centres de recherche nationaux, etc.) ont été associés à la précision des objectifs de la recherche et la définition de la méthodologie opérationnelle de la recherche. Ceci a été fait à travers l'organisation des ateliers nationaux de lancement de l'étude dans les neuf pays concernés.
- Des ateliers locaux de restitution (par zone de collecte) ont été organisés, comme moyens de validation des informations collectées, espaces d'information et de formation sur l'ampleur du phénomène et opportunités de recueillir des idées des paysans sur les actions potentielles à entreprendre, face au phénomène.

Phase 2 : Études d'impact

La réalisation de la deuxième phase de l'étude a mobilisé plusieurs catégories d'intervenant sur le terrain, regroupées au sein de trois équipes pays et coiffées chacune par un chercheur principal. En plus des chercheurs principaux, les équipes de recherche étaient composées de :

- Deux chercheurs nationaux, deux paysans – chercheurs (pour la Côte d'Ivoire),

- Trois chercheurs nationaux, six paysans – chercheurs, deux traducteurs (pour la Guinée-Bissau),
- Deux chercheurs nationaux, huit paysans – chercheurs, un documentaliste (pour la Guinée).

Comme cela a été le cas dans la première phase du projet, 4 étudiants-chercheurs de l'Université de Montréal ont participé à la réalisation des activités de la deuxième phase du projet focalisé sur l'étude d'impact. Ces étudiants, dont deux se sont rendus en Côte d'Ivoire, un en Guinée-Bissau, tandis qu'un étudiant est demeuré au Canada, ont contribué, de manière remarquable, à l'atteinte des objectifs du projet, à travers :

- la participation à l'atelier de cadrage technique (élaboration de la méthodologie) de l'étude d'impact à Abidjan ;
- la conception et le test des outils de collecte de données sur le terrain ;
- la collecte des données sur le terrain, la synthèse et analyse des données ; la documentation audio-visuelle des impacts des acquisitions massives des terres – production d'un film, la participation à l'atelier de restitution des premiers résultats de l'étude d'impact au Forum de la COPAGEN à Dakar,
- la formation des équipes de la COPAGEN sur l'utilisation des appareils audio-visuels et le montage de courts films documentaires ; et
- la préparation et l'accompagnement d'une tournée au Canada par une délégation de la COPAGEN, participant ainsi à la diffusion des résultats de l'étude et stimulant le débat public sur la question des acquisitions massives des terres.

Les bénéficiaires directs (les populations à la base) et les autres acteurs intéressés par la question d'acquisition massive des terres (organisations de la société civile, représentants des structures étatiques, centres de recherche nationaux, etc.) ont été associés à la précision des objectifs de la recherche et la définition de la méthodologie opérationnelle de la recherche. Ceci a été fait à travers l'organisation des ateliers locaux de lancement de l'étude dans les localités abritant les cas d'acquisitions massives des terres retenus pour l'étude dans les 3 pays.

Partant des leçons apprises au cours de la première phase de l'étude, la deuxième phase a commencé par l'organisation d'un atelier d'élaboration de la méthodologie d'étude à l'attention des membres des différentes équipes de recherche et avec la participation des stagiaires canadiens. Cet atelier a permis une appropriation collective du projet et surtout les objectifs de la phase d'étude d'impact, les questions d'étude et la méthodologie d'étude. Cet atelier a donc conduit à une légère modification de la stratégie de travail. Il y a eu davantage de responsabilisation au niveau national et en conséquence, une modification substantielle du cahier des charges des Chercheurs principaux pour leur confier beaucoup plus un rôle de coaching des équipes de recherche. Ces changements ont eu pour conséquence, une réaffectation des ressources entre les différentes lignes budgétaires.

Après l'atelier d'élaboration de la méthodologie, les activités essentielles entreprises dans la suite de l'opérationnalisation de la deuxième phase de l'étude sont :

- conception par chaque équipe pays, des outils de collecte, échanges entre les équipes pour la mise en commun et la finalisation des outils de collecte, test local et validation des outils,

- prise de contact avec les populations locales, suivie par l'organisation des ateliers locaux de lancement de l'étude par site,
- installation des équipes de recherche sur les sites respectifs pendant 2 mois en moyenne pour la collecte des données,
- traitement des données et rédaction des projets de rapports,
- la restitution des résultats au niveau local
- organisation du Forum de la COPAGEN au Sénégal, pour partager les premiers résultats de l'étude d'impacts. Plusieurs partenaires ont pris part à cet atelier dont le CRDI, Newfield Foundation, Inter Pares, REDTAC, USC Canada, GRAIN. Une conférence publique a été organisée pour partager les premiers résultats avec le public et lancer des messages envers les autorités. Cette conférence a mobilisé plus de 12 organes de presse au Sénégal.
- Présentation publique des résultats de l'étude d'impact cours du forum annuel de la COPAGEN en novembre 2014
- Lancement des comités de veille en Côte d'Ivoire
- une tournée au Canada pour la présentation et discussion des résultats de l'étude
- animation d'un atelier sur le phénomène des acquisitions massives des terres au Forum Social Mondial de Tunis (mars 2015) avec une audience de plus de 300 personnes venue des quatre coins du monde et des backgrounds diverse

Phase 3 Dissémination des résultats

La troisième et dernière phase du projet a porté essentiellement sur la diffusion des résultats de l'étude. Il s'agit notamment de la diffusion du court métrage *Fièvre verte* ainsi que du livre *Touche pas à ma terre, c'est ma vie*, ainsi que de la présentation des résultats de la recherche dans divers forum et conférences (voir Extrants).

5. Extrants

Publications et diffusion des résultats

1. Court métrage : *Fièvre verte*. Ce documentaire met en lumière les répercussions humaines des acquisitions des terres sur les communautés qui y font face en Guinée-Bissau et en Côte d'Ivoire.
<https://interpares.ca/fr/resource/documentaire-la-fi%C3%A8vre-verte>
2. Parution du livre : *Touche pas à ma terre – c'est ma vie !*
3. Article dans le Bulletin de juin d'Inter Pares : *Comprendre l'acquisition des terres en Afrique de l'Ouest*.
<http://www.interpares.ca/en/publications/bulletins/html/201306/page3.php>
4. Lancement du site Internet du projet : <http://terres-copagen.inadesfo.net/>
5. Article publié dans la revue Possibles : *L'Afrique de l'Ouest à l'heure des acquisitions massives de terres*, par Myriam Minville-Gallagher, Volume 36, numéro 3, été 2013.



6. Présentation d'Assétou Samaké lors de la Table-ronde du CÉRIUM: *Terres à vendre – nouvel eldorado ?* Montréal, le 18 avril 2013.
7. Atelier de restitution sur les inventaires et conférence publique de présentation des résultats à Abidjan avec participation de Mme l'Ambassadeur du Canada)
8. Entrevues réalisées avec Assétou Samaké et Dominique Caouette lors de l'émission radiophonique *Bien dans son assiette* (mai 2013)
9. Septembre 2013 Forum COPAGEN au Sénégal avec participation du Ministre de l'environnement du Sénégal et conférence de presse et communiqué, déclaration.
10. Conférence internationale sur l'accaparement des ressources, qui a donné naissance au projet REINVENTERRA, UQÀM et Université de Montréal, (Octobre 2013)
11. Tournée au Canada « À qui la terre, à nous la terre ». Cette tournée a sillonné la campagne québécoise (Petite Nation et Estrie) où nous avons rencontré plusieurs acteurs du milieu agricole (Ferme la Grelinette, Coops, et Marché de solidarité de l'Outaouais) pour échanger sur la problématique des acquisitions des terres. Nous avons aussi présenté le film *La fièvre verte* et partagé les résultats de la recherche lors de conférences à l'Université de Montréal, au Café l'Artère, à l'Université d'Ottawa (LEILA) et au CRDI.
12. Présentation lors de la Conférence Feeding Cities, Université Ryerson, Toronto, (juin 2014) <https://familyfarmingconference.wordpress.com/about-2/speakersparticipants/>
13. Entrevue à la radio CIBL (Radio Centre-ville) sur la souveraineté alimentaires et les acquisitions massives des terres: décembre 2014
14. Présentation du documentaire *Fièvre verte* à l'Université de Montréal (dans le cadre du cours : Introduction aux relations internationales 400 étudiants) : mars 2014 et janvier 2015
15. Atelier regroupant les institutions intéressées par les questions foncières et lancement d'Alerte foncière, un réseau de vigie sur le foncier en Côte d'Ivoire (janvier 2015).
16. Lancement du Livre : *Touche pas à ma terre – c'est ma vie*, UQÀM (mars 2015)
17. Entrevue avec Francis Ngang, COPAGEN, lors du Forum social mondial à Tunis, parue dans *Libération* :
<http://www.liberation.fr/terre/2015/03/27/edite-a-passer-vendredi-photo-pas-arrivee-si-les-populations-se-battent-l-accaparement-des-terres-s-1228751>
18. Présentation documentaire et projet aux étudiants en Médecine de l'Université de Montréal dans le cadre

FIÈVRE VERTE ACQUISITIONS MASSIVES DE TERRES EN AFRIQUE DE L'OUEST

PROJECTION DU DOCUMENTAIRE ET LANCEMENT DE LIVRE

MERCREDI 11 MARS 2015 À 18H00
SALLE DES BOISERIES - LOCAL J-2806, PAVILLON JUDITH JASMIN, UQAM
BUREAU DES PROJECTIONS ET L'ORGANISME DES RELATIONS INTERNATIONALES
AUX CÔTÉS DE L'ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

AVEC LA PRÉSENCE DE:
FRANCIS N'GANG
SECÉTAIRE GÉNÉRAL, NANGI-CONMISON, MEMBRE DE LA COMMISSION, CÔTE D'IVOIRE
ÉRIC CHAURETTE
COORDONNATEUR DE PROGRAMME, PETIT PAYS
AINSI QUE PLUSIEURS STAGIAIRES
À L'UNION, DU DÉVELOPPEMENT, TÉLÉVISION



du Colloque de santé mondiale 2015 : affamé d'un monde en santé » (mars 2015).

À venir :

- Traduction du film *Fièvre verte* à l'anglais et lancement du film l'automne prochain.
- Ateliers nationaux de lancement du livre et du documentaire dans les 9 pays de la COPAGEN.
- École d'été de l'Université Laval : discussion et atelier sur accaparements des terres (mai 2015)
- Présentation des résultats du projet lors de la conférence de l'Association canadienne d'études sur l'alimentation, Ottawa (juin 2015)

Renforcement des capacités

La collaboration entre la COPAGEN, Inter Pares et le REDTAC, et l'accompagnement du CRDI a renforcé nos capacités de diverses manières :

- Sur le plan technologique : le développement d'un site web Interactif et la formation des chercheurs pour l'alimenter est un atout qui aidera au rayonnement du projet et de ses apprentissages.
- Sur le plan de réseautage : le projet a déjà permis de tisser des liens avec de nouvelles organisations qui contribuent à leur façon au projet. C'est notamment le cas pour New Field Foundation et du CRDI et leur apport technique sur les questions du genre, et USC Canada et le CCFD pour leur apport financier.
- La participation de membres de la COPAGEN aux colloques, conférences et débats ici au Canada renforce également la capacité des universitaires, membres de la société civile et décideurs de mieux comprendre la question des acquisitions des terres.

6. Incidences

A. Nouvelles connaissances générées pour la recherche

Un phénomène plus important que l'on croyait

Les données empiriques d'inventaire, bien qu'elles soient non exhaustives, indiquent qu'environ 2 313 400 hectares de terre ont été acquis entre 2000 et 2012 dans l'ensemble des neuf pays où l'enquête s'est déroulée, soit 1,5% de la superficie totale des terres arables de ces pays. En général, le phénomène touche les terres des zones les plus fertiles. Ces données indiquent que l'ampleur du phénomène des acquisitions massives des terres est plus grande que ce qu'indique la littérature existante.

Le rôle des nationaux dans les acquisitions

La littérature insiste beaucoup sur le rôle des acteurs internationaux dans les acquisitions massives de terres dans les pays du Sud. Elle traite moins de celui des acteurs nationaux. Pourtant, notre recherche démontre que ces acteurs jouent un

rôle important dans ces transactions foncières. En effet, la proportion des terres acquises par les nationaux en termes de superficie (43%) n'est pas négligeable si on la compare à celle acquise par les non nationaux (57%). Dans certains pays, au Bénin ou en Côte d'Ivoire par exemple, ils sont même les plus nombreux et les plus impliqués dans ces transactions.

Le rôle de l'État

Les études de cas approfondies en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et en Guinée, révèlent qu'il y a déficit en matière de consultation des populations. À cause de l'opacité qui entoure généralement les négociations entre l'État et les entreprises, les communautés ne connaissent pas la taille exacte des espaces cédés dans leurs localités. N'étant pas associées aux négociations, elles ne connaissent pas non plus le contenu des contrats, des conventions et des accords signés pour la cession et la mise en valeur des terres dont elles sont pourtant les propriétaires coutumiers.

Bien souvent, l'État intervient dans le processus comme facilitateur/intermédiaire. Ses interventions, aussi bien au niveau central que local, sont beaucoup plus en faveur des acquéreurs, surtout des entreprises multinationales. L'Etat néglige ainsi son rôle de garant des intérêts des populations locales. Cette «démision de l'Etat » encourage bien souvent les entreprises à ne pas respecter les promesses qu'elles font auprès populations locales, au moment de leur installation, notamment:

- la création d'emplois, pour les jeunes et les femmes surtout;
- la réalisation d'infrastructures sociales comme des écoles, des routes, des dispensaires
- l'achat et la mise à disposition d'équipements, de vivres;
- des appuis pour le développement de la production agricole locale, etc.

L'impact sur la sécurité alimentaire locale

À partir des preuves et des données cumulées de la recherche, il ressort que les impacts des différents modes d'utilisation des terres acquises sont généralement négatifs pour la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations locales. En effet, le premier impact remarquable des acquisitions massives des terres est une baisse importante de l'offre en produits vivriers. Les populations de certaines régions, jadis considérées, comme des «greniers», sont de plus en plus obligées de s'approvisionner dans d'autres localités. Les femmes sont les premières victimes, n'étant pas propriétaires coutumières de terres et se trouvant dépendantes de la condition de leurs maris.

L'impact des acquisitions sur les femmes

De façon plus spécifique, les femmes sont plus affectées par ces acquisitions massives de terres. Les transactions ou transferts de terre se font souvent à leurs dépens parce que la plupart du temps, elles ne sont pas propriétaires. Elles perdent les terres que la communauté leur avait allouées ou qu'elles avaient louées et elles deviennent plus dépendantes des hommes. Elles perdent également le rôle de premières responsables de la sécurité alimentaire qu'elles exercent dans la plupart des pays africains. Pour garder une certaine autonomie financière, ces agricultrices doivent quitter leurs communautés et leurs familles pour chercher du travail autour des mines.

B. Nouvelle compréhension du problème pour décideurs et mouvement sociaux

Une autre question que cette recherche soulève est celle de la limite des « Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts » dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Pour que celles-ci soient respectées, les gouvernements doivent être redevables. Pour que ceux-ci soient redevables, il faut entre autres, une société civile forte et bien organisée. Dans ce contexte, la mise en place d'observatoires communautaires (comités de veilles) pourrait être une piste prometteuse. Ces comités, composés de groupes citoyens locaux, mais alliés à des réseaux nationaux et régionaux ont déjà démontré leurs efficacités dans le cas du Sénégal, où des accaparements ont échoué, grâce à une réponse rapide et sûre de la société civile.

C. Comités de veille (Alerte foncier) et autres à venir

Le projet de recherche a élargi le domaine d'intervention d'un mouvement social qui prend de l'ampleur en Afrique de l'Ouest. Jusqu'ici, la COPAGEN se préoccupait essentiellement des questions liées à la biodiversité agricole et aux droits des communautés sur leurs ressources génétiques. Ce projet de recherche a approfondi les connaissances des membres de la COPAGEN sur la problématique des acquisitions et accaparements des terres. La COPAGEN sera maintenant plus en mesure de porter des actions de plaidoyer qui ont une assise solide et empirique sur l'ampleur des acquisitions, les acteurs et mécanismes les favorisant, et leur impacts sur les communautés.

Des échos du projet se font déjà entendre, avec la création de deux comités de veille en Côte d'Ivoire (Aboisso et Hiré) et d'une 2^e plateforme de vigilance sur les acquisitions, lancée en février 2015 en Côte d'Ivoire (Alerte foncier) et le renforcement du CRAFS au Sénégal. Dans les années à venir, la COPAGEN, le REDTAC et Inter Pares, vont aussi faire en sorte de mutualiser les nouvelles connaissances acquises par ce projet, dans les autres pays de la COPAGEN et au-delà.

7. Appréciation d'ensemble et recommandations

Lors de la dernière phase du projet, l'équipe de pilotage a organisé un atelier d'évaluation. Les impressions des différents participants au projet (chercheurs principaux, chercheurs du REDTAC, membres de la COPAGEN et membres du comité de pilotage) ont été recueillies grâce à un questionnaire pour informer cette évaluation que nous résumons ci-bas.

Avancement de la réflexion et des connaissances

Ce projet de recherche et ses extraits ont véritablement fait avancer la réflexion et les connaissances sur la problématique des acquisitions des terres. La revue de littérature a été utile pour bien situer le projet. Nous croyons toutefois qu'elle aurait pu être plus valorisée. Nous envisageons de soumettre un article scientifique sur les résultats de la recherche qui comprendra aussi cette revue de littérature.

Les données recueillies tant au niveau des inventaires par pays, que des études d'impacts, sont d'une immense utilité. La COPAGEN pourra parler d'égal à égal avec d'autres, car nous avons vu, et touché la réalité sur le terrain. Nous avons des données réelles qui soutiennent ce qu'on défend. Ceci donne une assurance pour les débats que la COPAGEN mènera à l'avenir. Nous avons jeté plus de lumière sur un phénomène sous étudié en Afrique de l'Ouest. Nous avons contribué à la littérature sur cette question, et nous avons même redéfini le concept d'accapement des terres pour qu'il se prête mieux et reflète mieux la réalité telle que vécu sur le terrain.

Comme le rappel, Francis Ngang, COPAGEN, « La force du projet c'est les données empiriques. Les données extraites du terrain. Nous allons au-delà des chiffres telles que l'outil Land matrix. » Notre recherche est aussi pertinente et ponctuelle car elle va au-delà des risques des accapements des terres, et examine leurs impacts vérifiés sur le terrain. La recherche s'est aussi penchée sur des pays sous étudiés et même oubliés, tel que la Guinée-Bissau.

Notre recherche a permis une meilleure quantification de l'ampleur des acquisitions en Afrique de l'Ouest. Elle a jeté un éclairage sur ceux qui cèdent leurs terres ainsi que sur les motivations derrière ces cessions, mais aussi sur les entreprises dans le milieu qui acquièrent ces terres, et sur le contexte politique favorisant les acquisitions. La recherche nous renseigne aussi sur les interactions des différents acteurs impliqués dans les acquisitions et la complicité des autorités locales et nationales. Enfin, la recherche lève aussi le voile sur le rôle important (et dans certain cas, prépondérant) des nationaux dans les acquisitions.

La recherche soulève plusieurs questions qui méritent d'être approfondies :

- La coexistence des droits fonciers et traditionnels et comment ce chevauchement facilite les acquisitions ?
- Quelles sont les forces et faiblesses du système foncier coutumier ?
- Les questions d'imputabilité : qui doit rendre des comptes à qui ? L'autorité locale, l'État ? Quel droit a la communauté à refuser une acquisition ? Comment ?
- Comment pallier au manque de transparence et d'accès à l'Information sur les décisions octroyant les terres.
- Comment les comités de veille peuvent-ils suivre les impacts des acquisitions ? Est-ce que ces comités renforceraient les forces de négociations des communautés ? Comment s'y prendre ? Quelles expériences le démontrent ?
- Comment arrimer les comités de veille au niveau local à des plateformes ou réseaux nationaux traitant des mêmes questions : par exemple le CRAFS et la nouvelle Alerte Foncier en Côte d'Ivoire ?

Améliorations à apporter :

Le projet a manqué de ressources. Le budget initial qui avait été présenté au CRDI aurait été suffisant, mais le CRDI nous a demandé de couper or il a fallu aller chercher des ressources supplémentaires de nouveaux bailleurs et partenaires. De plus, la nature participative de la recherche impliquait aussi des allocations plus importantes pour la tenue d'ateliers de lancements, et de restitutions. À l'avenir, il faudrait donc mieux justifier le budget présenté au CRDI et insister sur les coûts importants que peuvent engendrer une démarche véritablement participative de recherche.

L'échéancier du projet était trop court. Ce projet était très complexe, avec une diversité d'acteurs et de pays. Nous aurions pu bénéficier de 6 mois additionnels.

Il aurait été intéressant d'associer de jeunes chercheurs africains, liés aux universités africaines, tel que nous l'avons fait avec le REDTAC. Ceci aurait aidé non seulement dans la collecte de données et le processus de recherche plus globalement, mais aussi en termes de renforcement des capacités de recherche et de construction de relations entre le milieu universitaire et militant.

Appréciation du partenariat de recherche COPAGEN, REDTAC, Inter Pares, CRDI

Tous les membres de ce projet de recherche ont répondu favorablement à la poursuite de ce partenariat de recherche. La contribution des jeunes chercheuses et chercheurs du REDTAC (Université de Montréal) a été immense et très appréciée de toute part. La complémentarité entre les divers partenaires a aussi permis l'atteinte des objectifs tant au niveau de la recherche, que de la sensibilisation du public, et nous l'espérons, du plaidoyer, dans les mois à venir. Le comité de pilotage souhaite aussi remercier la disponibilité et l'engagement du CRDI envers ce projet. Le CRDI était présent lors des réunions importantes de cadrages du projet, et a fourni un soutien technique, administratif et moral qui a grandement aidé à l'atteinte de nos objectifs.